

de la part d'un avocat, spécialiste du droit constitutionnel, traitait du progrès constitutionnel de notre pays, que d'approuver la participation d'un autre à ce progrès. Après tout, les liens qui unissent les membres du corps juridique font qu'on y reconnaît toujours ce qu'un collègue fait de remarquable. De plus, il est intéressant de savoir que, sur les onze premiers ministres du Canada, sept étaient hommes de loi, et que tous ont participé à réaliser dans le pays l'idéal auquel nous aspirons tous.

Il a été question de la réaction qu'a provoquée l'attitude prise par sir Robert Borden à la conférence de la paix. C'est lui qui a insisté pour que, en raison des sacrifices faits durant la guerre, le Canada fût reconnu pour une nation autonome au sein de la famille des nations britanniques et qui a insisté sur le droit du Canada de signer le traité de Versailles et de se joindre aux autres à titre de signataire du pacte de la Société des Nations. De ce fait le Canada assumait des responsabilités que jusque-là on ne jugeait pas nécessairement inhérentes à l'institution de notre commonwealth. En fin de compte, nous jugeons les hommes et les femmes d'abord en nous fondant sur ceux qui ont servi avec eux. J'ai relevé ce matin dans les mémoires de Lloyd George un passage qui révèle l'attitude adoptée par celui-ci à l'égard de l'homme que nous honorons aujourd'hui en inaugurant sa statue. Voici ce que disait de lui Lloyd George:

A la conférence impériale de 1917, le Canada était représenté par sir Robert Borden qui était la quintessence même du bon sens. Homme toujours calme, bien équilibré, de tempérament bienveillant, subordonnant toujours son point de vue à la cause commune, c'était un conseiller utile et sagace, n'oubliant jamais qu'il se devait d'abord à la population du grand dominion qu'il représentait, mais se rendant également compte que tout particularisme outré et obstructif ruinerait tout espoir de mener à bien la tâche collective.

Même si ce sont sir John A. Macdonald et sir Georges-Étienne Cartier qui ont uni les deux grandes races et fondé le Canada et qui par la suite ont joué un rôle plus important encore, c'est sir Robert Borden et ceux qui ont collaboré avec lui qui ont réussi à réaliser l'unité et le statut international qu'un grand nombre de gens avaient rêvé cinquante ans auparavant. Cette réalisation n'a été accomplie que grâce aux sacrifices consentis durant la guerre. Nous reconnaissons également, comme vous l'avez dit, monsieur le premier ministre, l'apport des deux races qui se partagent notre pays. Il est bon, en ce jour d'ouverture d'une nouvelle session, de rappeler qu'en 1921, parlant du fauteuil de l'Orateur dont Westminster venait de nous faire

cadeau, sir Robert Borden a dit en cette enceinte:

Les institutions parlementaires dont nous avons hérité et dont nous jouissons de droit et non par bon plaisir ont été acquises par des ancêtres communs et par l'évolution graduelle des cinq ou six derniers siècles... Celui qui a convoqué la première assemblée que l'on peut regarder comme l'organisme précurseur de la Chambre des communes du Parlement de la Grande-Bretagne, aussi bien que du Canada, était un Français, né en France. Nous avons lieu de nous réjouir que les Saxons et les Normands, il y a cinq ou six cents ans, se soient tenus côte à côte dans l'affirmation des libertés qui sont les nôtres aujourd'hui.

Il n'est pas hors de propos de se rappeler ces paroles à l'occasion du dévoilement de ce monument. Nous sommes tous d'accord, je pense, pour reconnaître que ce monument est une preuve tangible de ses qualités d'homme d'État. La part qu'il a prise à l'établissement du principe d'égalité entre les pays libres du Commonwealth et de l'empire, comme il l'envisageait, et à la préparation du Canada au rôle dont celui-ci s'acquitte aujourd'hui si brillamment, fait qu'il vivra toujours dans nos mémoires. De lui on peut en vérité dire: "Il était meilleur bâtisseur qu'il ne croyait."

L'hon. L.-René Beaudoin (Orateur de la Chambre des communes): Mesdames et messieurs, M. M. J. Coldwell, l'honorable chef du parti de la CCF, va maintenant prendre la parole.

M. M. J. Coldwell: Monsieur le premier ministre, monsieur le juge en chef, distingués invités, mesdames et messieurs, je crois qu'il convenait de nous réunir ici aujourd'hui pour honorer la mémoire d'un grand Canadien. Il est des moments, je crois, dans la vie des peuples, où il convient de nous tourner vers le passé pour nous rappeler des hommes fameux. Sir Robert Borden était un homme fameux et un grand homme. Comme nous l'avons entendu dire aujourd'hui, il a été un des architectes, voire à bien des égards l'architecte principal, de la place que le Canada occupe dans le monde d'aujourd'hui.

Sir Robert Borden, à Versailles, a insisté pour que le Canada soit reconnu en tant que peuple. Sir Robert Borden a été, à cet égard, un de ceux qui ont fait entrer le Commonwealth britannique dans sa nouvelle phase. Les services qu'il a rendus au pays et au Commonwealth méritent la reconnaissance dont il est l'objet aujourd'hui. Je suis très heureux, en vérité, d'être un de ceux qui, sans partager les principes fondamentaux du parti qu'il représentait, peuvent parler au nom de ceux qui, tout en désapprouvant certains de ses programmes, reconnaissent néanmoins sans réserve qu'à son époque il a joué un grand rôle pour mener notre pays à travers des difficultés et pour jeter les bases du Canada que nous connaissons aujourd'hui.